

et c'est une des raisons pour lesquelles un si grand nombre d'entre eux quittent le Canada pour se rendre aux Etats-Unis. Or, c'est un des problèmes que nous voulons résoudre, car une émigration semblable ne devrait pas être permise. Nous devrions tout faire pour la prévenir. Dans la partie du Canada que j'habite, on a réclamé avec beaucoup d'instance le développement de nos ressources naturelles et cette demande devient à ce point accentuée qu'en certaines localités un mouvement s'organise pour obtenir du Gouvernement la création d'un département des services de l'industrie dirigé par un ministre qui prêtera une attention suffisante à cet important aspect du problème national. Nous ne demandons pas qu'on augmente le nombre des ministres, mais nous désirons ardemment qu'on résolve ce problème. Partout où nous allons, nous constatons que nos meilleurs hommes publics étudient cette question, et récemment le professeur McLaurin, de l'université de la Saskatchewan, parlant à Saskatoon, à une réunion d'hommes d'affaires, faisait des déclarations semblables à celles que l'honorable député de Fort-William a citées. Il disait en terminant:

Les ressources naturelles du Canada ne le cèdent qu'à celles des Etats-Unis mais jusqu'à l'heure présente, on les envisage surtout au point de vue agricole. Or le moment est venu où le développement industriel est indispensable à la prospérité d'une organisation agricole permanente et à la manifestation de visées de développement industriel au sein de la nation.

J'imagine qu'un certain nombre des habitants à l'aise du Canada, des manufacturiers probablement, vont dire: Oui, développons aussi rapidement que nous pouvons le faire ces visées de développement industriel national; et ce n'est pas seulement parmi nos ouvriers et nos jeunes gens qu'on devrait développer ces sentiments. Il me semble que nos banques, nos financiers et nos gouvernements devraient comprendre toute l'importance de ce point de vue.

Je ne lirai que quelques mots d'une entrevue qu'a récemment donnée sir George Bury, à son retour de Chine où il s'était rendu en voyage d'affaires, et qui traite cette question même. Je cite sir George Bury, parce qu'on ne l'accusera pas, j'imagine, d'être l'ennemi des manufacturiers du Canada. Cependant, il tient à ces derniers un langage très clair. Il reconnaît—et c'est aussi mon cas—et je crois que nous devrions tous reconnaître que notre développement industriel dépend dans une large mesure, du développement des ressources naturelles du Canada. Il s'exprima ainsi:

Pourtant, alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et tous les pays de moindre im-

[M. Cowan.]

portance cherchent à étendre leur commerce en Orient, les manufacturiers canadiens se carrent dans leurs fauteuils. J'ai rencontré, au Japon, un fabricant canadien à qui on avait demandé de s'occuper d'une affaire quelconque. A cela il avait répondu qu'il était dans ce pays pour y passer ses vacances et non pour s'occuper d'affaires. Un commis voyageur énergique obtient, en Chine, la commande de plusieurs milliers de cultivateurs de jardin. Il essaya de les faire fabriquer dans l'est. La commande ne fut pas acceptée parce que son exécution entraînerait la dépense de quelques milliers de dollars pour matrices et modèle. Ces deux incidents peignent bien l'attitude des manufacturiers canadiens vis-à-vis du commerce avec l'Orient.

Il ajoute:

Nos merveilleuses ressources nationales ne seront qu'une moquerie pour nous, à moins que nous ne les utilisions pour l'avantage de l'univers et pour le nôtre. L'univers a besoin des produits de notre sol, de nos forêts, de nos mines et de nos eaux et nous, en qualité de gardiens de ces grandes ressources, nous devons les administrer dignement, si nous ne voulons pas manquer à notre devoir. Il ne s'agit pas seulement pour nous d'accomplir notre devoir comme nation envers le reste du monde; nous avons aussi nos obligations envers nos propres gens, et c'est de leur fournir un emploi rémunérateur.

Je le cite parce que je sais que je ne puis exprimer mes vues mieux qu'il ne l'a fait, ou même aussi bien. Il me semble qu'un idéal industriel national devrait exister chez les citoyens fortunés du Canada qui sont en état de mettre en valeur ces ressources naturelles, car on ne peut s'attendre à ce que nos ouvriers le fassent; ils n'ont pas les capitaux nécessaires, et seuls les capitalistes ou le Gouvernement peuvent exécuter ce travail. C'est ce qui me porte à croire que notre Gouvernement devrait adopter une politique où il ne serait pas seul à agir, mais qui engagerait les capitalistes et les hommes en moyens du Canada à y contribuer.

L'honorable député de Fort-William (M. Manion) a consacré presque tout son discours à la question du fer, ce en quoi il n'a certainement pas eu tort. Il y a beaucoup de fer dans la région qu'il habite. Je puis parler de ces sujets avec autant de compétence, mais lorsqu'il s'agit du développement de nos ressources naturelles, nous sommes plus ou moins restreints à celles qui se trouvent dans nos provinces respectives, parce que nous pouvons en parler en meilleure connaissance de cause. Cela me ramène à la province de la Saskatchewan. Du moment que je m'y trouve, je constate qu'il me faut lutter contre un état de choses absolument impossible et que voici: au contraire de ce qu'est arrivé pour chacune des autres provinces du Canada, sinon toutes, notre province ne possède pas en